

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur des requérants [SUPPRIMÉ 1]

et [SUPPRIMÉ 2]

concernant le compte bancaire d'Alice Bloch

Numéro de requête: 209918/AX; 222130/AX; 701808/AX¹

Montant de la décision d'attribution : 11,662.63 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ 1], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 1] »), concernant le compte publié de [SUPPRIMÉ]², et sur les requêtes déposées par [SUPPRIMÉ 2] (ci-après : « le requérant [SUPPRIMÉ 2] ») (ci-après ensemble : « les requérants »), concernant le compte non publié d'[SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ]³. Cette décision d'attribution concerne le compte non publié d'Alice Bloch (ci-après : « la titulaire du compte ») auprès de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la Banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque, comme en l'espèce, le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

¹ Avant de soumettre un formulaire de requête au CRT, le requérant [SUPPRIMÉ 2] avait soumis, en 1999, un questionnaire initial, numéro ENG 0028 004, à la Cour aux États-Unis. Bien que les questionnaires initiaux ne soient pas des formulaires de requête, la Cour, dans une ordonnance signée le 30 juillet 2001, a décidé que les questionnaires initiaux pouvant être traités comme des formulaires de requête soient traités comme des requêtes déposées à temps (voir *Order Concerning Use of Initial Questionnaire Responses as Claim Forms in the Claims Resolution Process for Deposited Assets (July 30, 2001)*). Le questionnaire initial a été transféré au CRT, où le numéro de requête 708108 lui a été attribué.

² La requête déposée sur ce compte fera l'objet d'une décision séparée.

³ Le CRT n'a identifié aucun compte appartenant au parent du requérant [SUPPRIMÉ 2], [SUPPRIMÉ], dans la base de données de l'historique des comptes préparée suite à l'investigation menée par le *Independent Committee of Eminent Persons*, (ci-après : « l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») afin d'identifier les comptes ayant probablement ou éventuellement appartenu à des victimes des persécutions nazies, selon la définition figurant dans les règles de procédure pour le règlement des requêtes, telles qu'amendées (ci-après : « les règles »). Le CRT informe le requérant [SUPPRIMÉ 2] que sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il y a lieu de rendre une décision d'attribution sur la base des informations fournies par le requérant [SUPPRIMÉ 2] ou d'autres sources.

Informations fournies par les requérants

La requérante [SUPPRIMÉ 1]

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis un formulaire de requête dans lequel elle identifie la titulaire du compte comme étant sa mère, Alice Frank, née Bloch le 29 novembre 1919 à Colmar, France, et qui avait épousé [SUPPRIMÉ] le 19 août 1947 à Colmar. La requérante [SUPPRIMÉ 1] indique que sa mère, qui était juive, avait résidé à Colmar et ensuite à Paris, France, avant la Seconde Guerre mondiale. La requérante [SUPPRIMÉ 1] ajoute que sa mère a été déportée à Périgueux, France, mais qu'elle a survécu la Guerre. Selon la requérante [SUPPRIMÉ 1], son père a été déporté à Dachau et ensuite à Auschwitz, mais il a également survécu l'Holocauste. La requérante indique que sa mère est décédée le 31 novembre 1985 à Colmar. À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis plusieurs documents, notamment une copie de son acte de naissance, laquelle indique que sa mère était Alice Bloch. La requérante [SUPPRIMÉ 1] déclare être née le 31 août 1950 à Colmar.

Le requérant [SUPPRIMÉ 2]

Le requérant [SUPPRIMÉ 2] a soumis un formulaire de requête et un questionnaire initial dans lesquels il identifie la titulaire du compte comme étant la femme de son oncle paternel, Alice Kappel, née Bloch, qui avait épousé [SUPPRIMÉ] à Antwerpen, Belgique. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] indique que son oncle, qui était un commerçant, voyageait en Suisse fréquemment pour des raisons d'affaires et de tourisme. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] ajoute que son oncle, sa tante et leurs filles jumelles, qui étaient tous juifs, ont été arrêtés par les Nazis et déportés à un camp de concentration près de Mechelen, Belgique, et ensuite à Auschwitz, où ils ont péri. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] indique qu'il est né le 1 août 1934 à Antwerpen.

Informations contenues dans les documents bancaires

Les documents bancaires consistent en un extrait d'une liste de comptes inactifs. Il ressort de ces documents que la titulaire du compte était Alice Bloch. Les documents bancaires ne fournissent aucune indication quant à l'endroit de résidence de la titulaire du compte. Les documents bancaires indiquent que la titulaire du compte détenait un compte d'épargne/livret d'épargne, numéro 277. Il ressort des documents bancaires qu'en 1999 le compte avait un solde de 8.01 francs suisses. Le compte demeure ouvert et en déshérence.

Analyse effectuée par le CRT

Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des règles de procédure pour le règlement des requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les trois requêtes des requérants en une seule procédure.

Identification de la titulaire du compte

Le nom de la mère de la requérante [SUPPRIMÉ 1] et le nom de la tante du requérant [SUPPRIMÉ 2] correspondent au nom non publié de la titulaire du compte. Le CRT note que les documents bancaires ne contiennent pas d'informations spécifiques concernant la titulaire du compte, si ce n'est son nom. À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis plusieurs documents, notamment une copie de son acte de naissance, laquelle indique que sa mère était Alice Bloch, apportant ainsi une vérification indépendante que la personne identifiée comme étant la titulaire du compte portait le même nom que la titulaire du compte selon les documents bancaires.

Le CRT note que le nom d'Alice Kappel, née Bloch, figure dans une base de données contenant les noms de victimes de persécutions nazies qui précise que celle-ci résidait à Antwerpen, ce qui correspond aux renseignements fournis par le requérant [SUPPRIMÉ 2] concernant la titulaire du compte. Cette base de données est une compilation de noms provenant de diverses sources, notamment du Mémorial de Yad Vashem en Israël.

Le CRT note que le parent de la requérante [SUPPRIMÉ 1] et le parent du requérant [SUPPRIMÉ 2] ne sont pas la même personne. Cependant, étant donné que les requérants ont identifié toute l'information publiée concernant la titulaire du compte qui figure dans les documents bancaires ; que l'information soumise par chacun des requérants renforce et en aucune manière ne contredit l'information qui figure dans les documents bancaires ; qu'il n'y a pas d'informations supplémentaires dans les documents bancaires qui permettraient au CRT de déterminer l'identité de la titulaire du compte ; et qu'il n'y a pas d'autres revendications concernant ce compte, le CRT conclut que la requérante [SUPPRIMÉ 1] et le requérant [SUPPRIMÉ 2] ont chacun identifié la titulaire du compte de façon plausible.

La titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. La requérante [SUPPRIMÉ 1] a affirmé que la titulaire du compte était juive, qu'elle a été déportée à Périgueux durant la Seconde Guerre mondiale et que son mari a été déporté à Dachau et à Auschwitz.

Le requérant [SUPPRIMÉ 2] a également démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] a affirmé que la titulaire du compte était juive et qu'elle a péri à Auschwitz. Tel qu'il a été mentionné ci-dessus, le nom d'Alice Bloch d'Antwerpen figure dans la base de données contenant les noms de victimes de persécutions nazies dont dispose le CRT.

Le lien de parenté entre les requérants et la titulaire du compte

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a rendu vraisemblable qu'elle est apparentée à la titulaire du compte en soumettant des informations spécifiques et des documents démontrant que la titulaire du compte était sa mère. Ces documents comprennent une copie de son acte de naissance, laquelle indique que sa mère était Alice Bloch.

Le requérant [SUPPRIMÉ 2] a également rendu vraisemblable qu'il est apparenté à la titulaire du compte en soumettant des informations spécifiques démontrant que la titulaire du compte était sa tante. Le CRT note que le requérant [SUPPRIMÉ 2] a soumis un questionnaire initial à la Cour en 1999, identifiant la relation entre la titulaire du compte et le requérant [SUPPRIMÉ 2] et qu'il a également identifié des renseignements qui correspondent aux renseignements contenus dans les documents de Yad Vashem. Le CRT note que cette information est du type que seul un membre de la famille posséderait, ce qui dénote que le requérant [SUPPRIMÉ 2] connaissait effectivement la titulaire du compte comme membre de sa famille et tous ces renseignements renforcent la crédibilité de l'information fournie par le requérant [SUPPRIMÉ 2] quant à son lien de parenté avec la titulaire du compte, tel qu'il l'a indiqué dans son formulaire de requête.

Rien ne semble indiquer que la titulaire du compte ait d'autres héritiers en vie.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Les documents bancaires indiquent que le compte demeure ouvert et en déshérence.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérants. En premier lieu, leurs requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 18 des règles. En second lieu, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a démontré de manière plausible que la titulaire du compte était sa mère et le requérant [SUPPRIMÉ 2] a démontré de manière plausible que la titulaire du compte était sa tante, et ces liens de parenté justifient qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni la titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

Montant de la décision d'attribution

Dans le cas présent, la titulaire du compte détenait un compte d'épargne/livret d'épargne. Les documents bancaires indiquent qu'en 1999 le solde du compte était de 8.01 francs suisses. En application de l'article 31(1) des règles, ce montant est majoré de la somme de 925.00 francs suisses, qui reflète les frais bancaires standardisés prélevés sur ce compte entre 1945 et 1999. En conséquence, le solde ajusté du compte est de 933.01 francs suisses. Conformément à l'article 31(1) des règles, la valeur actuelle du compte est obtenue en multipliant le solde tel qu'il a été fixé en application de l'article 29, par un facteur de 12.5, produisant ainsi un montant total d'attribution de 11,662.63 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

En application de l'article 26 des règles, dans le cas où, d'une part, l'identité du titulaire du compte ne peut être déterminée précisément parce que les informations contenues dans les documents bancaires sont insuffisantes, et, d'autre part, plusieurs requérants non apparentés entre eux ont établi de manière plausible un lien de parenté avec une personne portant le même nom que la titulaire du compte, la décision d'attribution répartira le montant total du compte entre chaque requérant ou groupe de requérants selon un pourcentage correspondant aux principes de répartition qui s'appliqueraient normalement conformément aux présentes règles. En l'espèce, chaque requérant a établi de manière plausible un lien de parenté avec une personne portant le

même nom que la titulaire du compte. En conséquence, la requérante [SUPPRIMÉ 1] et le requérant [SUPPRIMÉ 2] ont le droit de recevoir chacun la moitié de la somme totale d'attribution.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe les requérants que, conformément à l'article 20 des règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels ils auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants Spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal
Le 12 mai 2005